

# Les révolutions du paysan russe

Alexandre Sumpf

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2017/3 N° 135 , PAGES 102 À 116  
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724635270

DOI 10.3917/ving.135.0102

Date de mise en ligne : 08/09/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2017-3-page-102?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Sociétés en mouvement et perceptions de l'événement

## **Les révolutions du paysan russe**

Alexandre Sumpf, p. 103

## **La confiscation des biens personnels**

Anne O'Donnell, p. 117

## **Un nouveau Temps des troubles**

Catherine Depretto, p. 131

## **Dynamiques et recompositions chrétiennes**

Laura Pettinaroli, p. 145

## **Révolution ou révolte ?**

Vladimir Bouldakov, p. 159

# Les révolutions du paysan russe

Alexandre Sumpf

**1917, une révolution urbaine ? C'est à ce mythe que l'article d'Alexandre Sumpf s'attaque en montrant les différentes facettes, souvent méconnues, de la participation des paysans aux révolutions politiques de l'année 1917. Pour cela, il fait le choix de restituer leurs actes et leurs paroles à travers la compilation des archives locales et nous invite à une plongée dans le bouillonnement des communautés paysannes, entre violence et apprentissage de la démocratie. On y découvre comment, en 1917, en Russie, la révolution se fit aussi au village.**

Après une période initiale faste, l'histoire de la paysannerie russe a souffert d'un défaut d'intérêt. La recherche a été relancée par l'ouverture des archives russes, la fin de la focalisation sur la classe ouvrière et l'État-Parti, et le développement fécond de l'histoire régionale ainsi que de l'histoire des femmes ou des minorités ethniques<sup>1</sup>. Les paysans sont devenus un objet à part entière de l'histoire russe, mais aussi des acteurs reconnus pour la singularité de leur

participation à la guerre, à la révolution et à la guerre civile<sup>2</sup>. La comparaison des sources publiées en URSS, en Russie et en Occident, et des documents conservés dans les archives permet de se convaincre de la pertinence des compilations de sources publiées en URSS, y compris lorsqu'elles obéissent à une transparence visée politique<sup>3</sup>. La libération de la parole marque l'année 1917 ouvre le champ à de nouvelles approches, portées par les développements de l'historiographie récente. Les différents usages des termes de « démocratie », « classe », « pouvoir étatique », « citoyenneté » et « socialisme », le style des pétitions, les influences de l'extérieur, construisent progressivement une identité revendiquée pour affirmer l'appartenance à une classe<sup>4</sup>.

(2) Vladimir N. Brovkin, *Behind The Front Lines of the Civil War : Political Parties and Social Movements in Russia, 1918-1922*, Princeton, Princeton University Press, 1994 ; Peter Holquist, *Making War, Forging Revolution : Russia's Continuum of Crisis, 1914-1921*, Cambridge, Harvard University Press, 2002 ; Ol'ga S. Poršneva, *Krest'jane, rabočie i soldaty Rossii nakanune i v gody Pervoj mirovoj vojny*, Moscou, Rosspen, 2004 ; Sarah Badcock, *Politics and the People in Revolutionary Russia : A Provincial History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; Aaron Retish, *Russia's Peasants in Revolution and Civil War : Citizenship, Identity, and the Creation of the Soviet State, 1914-1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

(3) On retiendra notamment *Krest'janskoe dvizhenie 1917 goda*, Moscou, Gosizdat, 1927 ; *Agrarnaja revoliucija. Tom 2 : Krest'janskoe dvizhenie v 1917 godu*, Moscou, Kommunističeskaja Akademija, 1928 ; ou encore Ja. A. Jakovlev (éd.), *1917 god v derevne*, Moscou-Leningrad, Gosizdat, 1929. Les recueils postsoviétiques dirigés par l'historien Viktor Danilov permettent de plonger plus avant dans l'histoire locale et d'affiner les nuances régionales et ethniques de ces phénomènes, sans toutefois modifier fondamentalement leur perception d'ensemble.

(4) Mark D. Steinberg, *Voices of Revolution, 1917*, New Haven, Yale University Press, 2001.

(1) On retiendra notamment Alessandro Stanziani, « La gestion des approvisionnements et la restauration de la *gosudarstvennost'* : le Narkomprod, l'armée et les paysans (1918-1921) », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1-2, 1997, p. 83-116 ; Jane Burbank, *Russian Peasants Go to Court : Legal Culture in the Countryside*, Bloomington, Indiana University Press, 2004 ; Ljubov' N. Denisova, *Sud'ba russkoj krest'janki v XX-on veke : brak, sen'ja, byt*, Moscou, Rosspen, 2007 ; Corinne Gaudin, *Ruling Peasants : Village and State in Late Imperial Russia*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2007 ; Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne : paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, Paris, CNRS éditions, « Mondes russes », 2010 ; Tracy McDonald, *Face to the Village : The Riazan Countryside under Soviet Rule, 1921-1930*, Toronto Buffalo Londres, University of Toronto Press, 2011.

Dans une Russie majoritairement rurale, à 80 % paysanne, il ne faut pas oublier que la moitié de la paysannerie est constituée de femmes, qu'une partie n'est ni russe, ni slave, ni orthodoxe, et que tous ne cultivent pas des céréales. Il serait toutefois trop ardu de rendre compte, dans le cadre restreint d'un article, de cette mosaïque de cas, et il faudra se contenter d'examiner le « peuple » (paysan) tel qu'il était envisagé par l'élite sociale et politique, autrement dit essentiellement celui des campagnes de Russie d'Europe et de Sibérie. Il faudrait un article à part pour traiter de l'épineuse question des paysans non russes, en général non mobilisés et invisibles sauf quand ils se révoltent (Turkestan en 1916<sup>1</sup>), quand ils sont soumis à la rude loi des soldats du tsar dans la zone de front (Polonais, Ukrainiens, Juifs, Roumains) ou se trouvent entraînés par l'élite autochtone dans les processus de façonnement d'une identité nationale et de quête de l'indépendance.

Le monde paysan n'est pas immobile. Du fait de la Première Guerre mondiale, des millions d'hommes sont mobilisés en plusieurs vagues, y compris les soutiens de famille et les fils uniques à partir de la seconde moitié de 1915, ce qui donne lieu à d'importants déplacements de populations. On les retrouve au front bien sûr, mais aussi dans les garnisons de l'arrière. Mentionnons ainsi les près de six millions de réfugiés qui déferlent au sein des communautés à partir du printemps 1915, dont une proportion conséquente de paysans aux techniques agricoles différentes<sup>2</sup>. Les femmes de soldats (*soldatki*) ont parfois tendance à se déplacer vers les lieux de distribution des pensions et des éventuelles aides matérielles, et forment des groupes de pression de plus en

plus virulents<sup>3</sup>. Enfin, l'exode rural se poursuit sous la pression des industriels qui entendent accroître la production et profiter au mieux des opportunités ouvertes par l'effort de guerre.

À la croisée de l'histoire des territoires, de l'analyse des groupes sociaux et des études sur le « continuum de la crise » (1914-1921)<sup>4</sup>, cet article réinscrit la révolution des paysans, ou plutôt les révolutions de la paysannerie, dans le temps long de la confrontation à l'État et aux autres ruraux – grands propriétaires, administrations, experts des administrations rurales (*zemstvo*). Plus que la chute du tsar ou la prise de pouvoir par Lénine, ce sont les abrupts fossés sociaux créés par l'abolition du servage (1861), par les réformes de Stolypine (1906-1911) et par le conflit mondial qui affectent le plus le peuple des isbas. Nous proposons ici une réflexion sur l'espace politique conquis par divers groupes de paysans. Dans une société dominée par les intellectuels, l'administration et les partis citadins, qui assignent au moujik « arriéré » un rôle limité, les paysans forcent l'adoption de leur propre vision de la révolution autant par la violence que par la négociation.

Il importe de ce fait d'étudier les paysans dans leur terreau (la campagne), mais aussi hors-sol (le front), et enfin dans leurs relations à l'extérieur et aux nouvelles autorités. Dans tous ces environnements, ils participent à divers degrés, selon des modes et des temporalités différents, aux multiples révolutions que connaît le pays en quelques mois. Pour la plupart d'entre eux, la révolution est d'abord sociale, locale, agraire : c'est la révolution au village, qui poursuit la course entamée en 1902,

(1) Daniel Brower, *Turkestan and the Fate of Russian Empire*, Londres, Routledge, 2003.

(2) Peter Gatrell, *A Whole Empire Walking: Refugees in Russia During World War I*, Bloomington, Indiana University Press, 1999.

(3) Barbara Alpern Engel, « Not by Bread Alone: Subsistence Riots in Russia during World War I », *The Journal of Modern History*, 69 (4), décembre 1997, p. 696-721.

(4) Outre Peter Holquist, à qui l'on doit cette expression, voir Igor' Narskij, *Žizn' v katastrofe: Budni naselenija Urala v 1917-1922 gg.*, Moscou, Rosspen, 2001.

voire en 1861. Pour la jeunesse masculine paysanne, la révolution est d'ordre politique : le paysan-soldat est à la fois une figure de la rhétorique socialiste et un acteur du bouleversement radical en cours, au front, à l'arrière... et entre les deux. Avec l'octroi par le gouvernement provisoire des libertés individuelles le 6 mars (19 mars), et l'abolition d'une catégorisation sociale en « états » (*soslovie*) qui maintenait le paysan dans une catégorie inférieure au citoyen, c'est une révolution démocratique que la paysannerie expérimente, liée à la tentative de nationalisation de la politique.

### La révolution au village

La campagne russe est agitée depuis le dernier tiers du 19<sup>e</sup> siècle par une révolution paysanne qui atteint son paroxysme à l'automne 1917 : après plusieurs mois d'escalade de la violence, les troubles agraires se muent en « véritables jacqueries<sup>1</sup> », selon une logique temporelle qui leur est propre. La diversité et la variabilité régionale des termes nommant les violences agraires de 1917 expliquent sans doute la confusion dans l'attribution aux uns ou aux autres d'actes de gravité différente<sup>2</sup>. La logique individuelle et la logique collective entrent alors en un conflit virulent, exprimé différemment par chaque type d'acteur. Les instances dépendant du gouvernement provisoire né de la révolution de Février emploient les mots « infraction », « désordre », « trouble ». Les expressions « mouvement paysan » ou « révolution agraire » ont la préférence des bolcheviks, qui ont cherché à conférer *a posteriori* une logique historique à un panel d'actes fort

disparates. Enfin, les invasions de domaines, le débauchage d'ouvriers agricoles, la destruction (*razgrom*) ou le pillage (*pogrom*) sont des mots où résonne l'action brutale, soudaine.

Le « mouvement agraire » dans les campagnes est censé avoir commencé en mars et s'être achevé en octobre. Les sources indiquent une forte poussée de mars à juin, un ralentissement marqué en juillet et août, et une explosion finale en septembre et octobre 1917. Le creux de l'été coïncide avec l'arrivée au pouvoir d'Alexandre Kerenski, qui durcit la répression après le 3 juillet avec des « expéditions punitives<sup>3</sup> ». Le rétrécissement de la zone des « troubles » est toutefois contrebalancé par la radicalisation du « mouvement ». Les paysans saisissent les terres sans attendre la formation de la Constituante et l'adoption (promise par le parti socialiste-révolutionnaire) d'une loi légalisant ce « partage noir ». Les violences reprennent, partout, en même temps, avec force, et ne cessent pas avec la révolution d'Octobre. Cependant, cette chronologie calquée sur l'évolution politique du pays ne correspond qu'en partie à la réalité sur le terrain. Quelles que soient les régions, le processus se révèle proprement paysan. Le « mouvement » s'intensifie et se diversifie au fil des épisodes agricoles ; quand un pas est franchi localement, le type de violence employé contamine rapidement les environs. Ces actions suggèrent aussi une influence de l'écho déformé des chamboulements de la capitale. Enfin, l'attaque des grands propriétaires représente une tendance lourde, liée plus étroitement aux événements politiques que le reste des violences.

Les mois de mars et d'avril voient se multiplier les refus de payer le loyer de la terre, reflet de la crise économique. L'interdiction répétée d'employer les prisonniers de guerre, qui pèsent parfois lourdement dans l'économie

(1) Nicolas Werth, « Les déserteurs en Russie : violence de guerre, violence révolutionnaire et violence paysanne », *La Terreur et le désarroi : Staline et son système*, Paris, Perrin, 2007, p. 42 et 47.

(2) Alexandre Sumpf, « Violences et révolution sociale dans les campagnes russes de 1917 », *Revue d'histoire de la Shoah*, 189, juillet-septembre 2008, p. 297-318.

(3) J. A. Jakovlev (éd.), *1917 god v derevne...*, op. cit., p. 34.

locale, vise moins leur libération (en accord avec les principes de Février) qu'elle ne constitue une solution à la concurrence faite aux ouvriers agricoles. Depuis les lois Stolypine de 1906, certains paysans se sont émancipés de l'exploitation en commun des terres. L'avantage pour ces « séparateurs » était notamment de rassembler les meilleures terres d'un seul tenant afin d'en rationaliser l'exploitation et de produire pour commercialiser. Ces exploitations, qui restent le plus souvent de petite taille, ont été formées grâce au développement du crédit ; mais la Banque paysanne a nettement réduit ses activités depuis le déclenchement de la guerre, qu'il fallait financer. Le monde paysan privé de bras a quasiment cessé de redistribuer les terres : le nombre de demandes de séparations a été divisé par dix entre 1913 et 1915. Surtout, la libéralisation des ventes de terre de 1916 a conduit les paysans non plus à acheter, mais à vendre, et cette fois-ci à des propriétaires extérieurs au village<sup>1</sup>.

Au printemps 1917, la commune paysanne (*obchtchina*) qui régit la répartition régulière des terres les contraint bien souvent à s'y réintégrer par le biais d'une demande écrite. Ce respect apparent de la légalité a pu faire passer ces démarches pour des actes volontaires inspirés par un « désir de solidarité<sup>2</sup> ». Certains séparateurs croient pouvoir encore exprimer leur indépendance : « Quoi d'autre que la commune pour empêcher le progrès de notre paysan fermier ? Sous le régime communal, même un génie travaillant vingt heures par jour ne pourrait sortir d'une pauvreté comme la nôtre ! Enlevez le nœud coulant appelé commune de notre cou, et dans cinq ans vous ne reconnaîtrez pas notre paysan tant il aura

progressé<sup>3</sup>. » Au mois de mai, les séparateurs récalcitrants sont arrêtés, sans brutalité abusive ; la commune lâche le bétail en libre pâture sur les terres non communales. En juin, la violence s'embrase partout : la légalité n'a plus cours, c'est la perception de ce qui est juste et légitime qui triomphe désormais. Alors que l'on prépare activement les travaux des champs (et que s'annonce le répit de l'été) sont confisqués les terres arables, les cultures industrielles rentables, le bétail et le foin pour le nourrir, les machines. Ces dernières sont employées sur les terres des monastères jusqu'alors épargnés (au contraire des popes), ou saisies aux séparateurs, parfois condamnés à mort par des tribunaux improvisés et arbitraires (*samosoud*).

C'est désormais l'État et l'autorité en général qui sont défiés. Pendant l'été, saison la plus propice aux constructions, les forêts subissent des assauts : malgré la protection de l'armée, des paysans abattent 2 000 pins chez Vassiliev à Orenbourg<sup>4</sup>. Le refus du monopole du grain (sa commercialisation par les instances étatiques) et de la réquisition au profit des villes et du front enfle, l'insécurité règne :

« Les autorités militaires sont de façon évidente impuissantes, elles n'envoient pas de patrouilles dans les villages pour arrêter les déserteurs, et la milice rurale est désarmée (littéralement) et terrorisée par les soldats traîtres. [...] La vérité doit être dite : les gens étaient mal préparés pour cette révolution, ils ont une faible conception de la liberté, le plus souvent mal interprétée, au détriment de la révolution et de l'État ; c'est pourquoi ils ne reconnaissent pas la discipline quand elle n'est pas à mains nues et avec un poing de fer, ils

(1) Alessandro Stanziani, *L'Économie en révolution : le cas russe, 1870-1930*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 179-180.

(2) Orlando Figes, *La Révolution russe. 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*, Paris, Denoël, 2007, p. 462.

(3) Adresse du paysan Nikolaj Savinyh à la commission agraire d'Orel, 6 avril 1917, in M. Steinberg, *Voices of the Revolution*, op. cit., p. 130.

(4) *Krest'janskoe dvizhenie*, op. cit., p. 164, Riazan en août, p. 209.

ne se soumettront à rien, et les arguments raisonnables n'ont pas d'effet sur eux<sup>1</sup>. »

Les premiers meurtres de séparateurs et la confiscation des terres d'officiers ou d'étrangers interviennent en août. En septembre, les fruits font l'objet de saisies planifiées dans les vergers, tout comme les récoltes, quand elles ne s'abîment pas sur pied (à Riazan) ou ne sont pas raziées par d'autres paysans affamés, comme ceux de Kalouga chez leurs voisins d'Orel<sup>2</sup>. En octobre, l'organisation locale paysanne (*skhod*)<sup>3</sup> mise à mal par les réformes de Stolypine triomphe mais les « pillages de masse » s'étendent aussi<sup>4</sup>. Les voies de communication sont coupées et l'information circule à grand-peine.

La principale conséquence de ces actions bouleversant l'ordre traditionnel du village est la « paysannisation » de la campagne. Alors qu'un certain nombre de soldats déserteurs effectuent leur retour, la communauté paysanne exclut de plus en plus violemment les ruraux étrangers, tels ces deux commerçants d'Elets, dans la province d'Orel<sup>5</sup>. En mars, à Oufa, le médecin et l'instituteur rural sont renvoyés ; en avril, ce sont les fonctionnaires et les popes. En mai, le directeur agraire Iaskovitch est arrêté à Orel ; à Penza, en septembre, un moulin est confisqué par la commune<sup>6</sup>. Pourtant, ces actes ne forment pas un tout homogène. La commune paysanne, les comités villageois, les unions paysannes ou les soviets ressortent de traditions historiques variées et leurs acteurs diffèrent sensiblement. Surtout, l'autorité de l'État se trouve en butte

moins à une commune paysanne fantasmée par les intellectuels des partis urbains (qui y voient à la fois la résurgence d'un communisme indigène et la garantie de l'ordre public et politique) qu'à des groupes qui se forment dans l'instant et durent à peine.

Ces derniers parviennent néanmoins à s'imposer aux instances nées de Février : soviets villageois et commissions d'arrondissement. C'est sous leur égide que se déroule le « partage noir », qui donne en réalité de médiocres résultats : chaque paysan escomptait un gain de 10 à 15 dessiatines<sup>7</sup>, or la moyenne s'établit plutôt aux alentours de 0,4. De plus, l'appropriation de 21,2 millions de dessiatines, dont les nouveaux propriétaires louaient déjà les deux tiers, a surtout profité aux communes paysannes (gain de 1,9 à 2,3 dessiatines) : la règle communautaire règne en 1917, plus forte que jamais. Enfin, on constate de fortes variations régionales : dans la province de Perm, les paysans gagnent entre 1,9 et 2,1 dessiatines, à Tcheliabinsk de 5,4 à 6. Les paysans moyens, déjà mieux lotis que leurs homologues de Russie centrale, n'ont rien reçu et ont donc perdu en pourcentage, une leçon de l'égalitarisme qui triomphe<sup>8</sup>.

Plus que les grands propriétaires, les paysans séparateurs sont les cibles privilégiées du partage noir. Ils ont subi à maintes reprises des voies de fait, et certains portent l'affaire devant les tribunaux de canton, qui continuent à fonctionner. Les paysans y multiplient les recours pour défendre leur honneur, leur propriété, leur héritage<sup>9</sup>, exprimant ainsi leur besoin de légalité, bafouée notamment dans le cas des retours contraints dans la commune. Néanmoins, d'une part, le conflit entre les nouvelles instances complique la résolution de

(1) Lettre d'Ivan Šabrov à Alexandre Kerenski, province de Riazan, 13 juillet, dans M. Steinberg, *Voices of Revolution...*, op. cit., p. 237.

(2) *Ibid.*, p. 263.

(3) *Ibid.*, p. 327 (Simbirsk) et p. 329 (Saratov).

(4) *Ibid.*, p. 332 (Penza).

(5) Récit de I. A. Lavricev, dans J. Jakovlev, *1917 god v derevne*, op. cit., p. 54.

(6) *Krest'janskoe dvizhenie*, op. cit., p. 7, 11, 18, 41 et 276-277.

(7) Un dessiatine correspondait à 1,092 hectare.

(8) I. Narskij, *Žizn' v katastrofe*, op. cit., p. 101.

(9) J. Burbank, *Russian Peasants...*, op. cit., p. 233-244 pour l'année 1917.

leur affaire<sup>1</sup> ; d'autre part, si la loi russe et les tribunaux de canton prennent au sérieux la violence, les sanctions restent modérées. Surtout, elles peinent à être appliquées dans le climat social dégradé d'alors, où la violence légale (de l'État) ne passe plus par l'exercice de la justice.

La révolution sociale, fruit du projet de retour à un passé idéalisé, contribue à la victoire provisoire du collectif sur l'individu. Les violences touchent en priorité les possédants, leur propriété et les papiers qui les garantissent, plus rarement les représentants du pouvoir, ce qui constitue une différence majeure avec la période de la guerre civile. La communauté locale n'est pas nécessairement unie contre l'extérieur. Dans la province de Kiev, un incendie entre paysans déclenche ainsi une atroce violence, qui est assumée collectivement :

« Le commissaire de l'arrondissement de Tarachtchansk déclare que dans le village de Novo-Jitovoe ont brûlé les bâtiments de six exploitants, parmi lesquels deux membres de l'assemblée du village. L'incendie s'expliquerait par la vengeance des paysans Klechtchevski et Galmadzinski. Ces deux individus n'ont pas participé à l'extinction de l'incendie et, en outre, l'un d'entre eux s'y est opposé, à la suite de quoi les habitants du village, les ayant arrêtés, les ont passés en jugement improvisé [*samosoud*] : l'un a été tué, l'autre a été enduit de pétrole et enflammé, et on a jeté sur lui de la paille jusqu'à ce qu'il périsse<sup>2</sup>. »

Ce type de violence procède d'un choix, d'une logique d'éradication d'un passé agraire à l'équilibre récemment rompu par l'abolition du servage et par les lois Stolypine qui ont creusé les fossés sociaux à la campagne. Le feu qui fait place nette promet un avenir plus juste parce qu'égalitaire. S'il y a brutalisation de la société par la banalisation de l'expérience

de guerre, elle prolifère sur le terreau fertile des haines accumulées et des contentieux non réglés. Les paysans-soldats y jouent un rôle tout à fait singulier.

### Le paysan-soldat, acteur de la révolution

Avec quelque seize millions de mobilisés, dont une immense majorité de paysans russes, sibériens et ukrainiens, les villages changent de visage. De jeunes hommes paysans déploient leur présence sur l'ensemble du territoire, notamment dans la zone de front. L'année 1917 connaît des mouvements massifs de soldats entre front et arrière, que l'on a alors qualifiés de désertion. Or, d'une part, le phénomène remonte à la mobilisation même<sup>3</sup> ; d'autre part, il ne représente ni le principal obstacle à l'action militaire, ni le plus dange-reux acte révolutionnaire : c'est le refus collectif de monter en ligne<sup>4</sup>. Surtout, les paysans n'ont pas été les seuls à désertir et tous ne sont pas, loin de là, rentrés au village. Il y a des soldats qui ont accidentellement perdu leur unité, d'autres qui la quittent délibérément afin de rendre visite à leurs familles, d'autres qui s'échappent en route vers le front. La 42<sup>e</sup> division d'infanterie qui devait recevoir sur le front ouest, les 4 et 5 décembre 1915, des nouveaux combattants ne voit arriver en première ligne que 384 soldats du 25<sup>e</sup> bataillon de tirailleurs sibériens de réserve (au lieu de 1 500) et 886 du 32<sup>e</sup> bataillon (sur 1 250)<sup>5</sup>. Il faut aussi mentionner les malades et les blessés qui ne veulent plus repartir, ou désirent rejoindre leur unité précédente au lieu de leur nouvelle affectation, ou font un crochet par leur village.

(3) Joshua Sanborn. « The Mobilization of 1914 and the Question of Russian Nation : A Reexamination », *Slavic Review*, 59 (2), 2000, p. 267-289.

(4) Alexandre Sumpf, *La Grande Guerre oubliée : Russie, 1914-1918*, Paris, Perrin, 2014, p. 98-102.

(5) I. A. Eremin, *Tomskaja gubernija kak tylovoj rajon Rossii v gody Pervoj mirovoj vojny (1914-1918)*, Barnaoul, VGPU, 2005, p. 124.

(1) Cas de la cour de Tsarytsino, province de Moscou, août 1917, in J. Burbank, *Russian Peasants...*, op. cit., p. 239.

(2) *Krest'janskoe dvizhenie*, op. cit., p. 199.

La thématique des déserteurs, complexe puisque fortement politisée par les bolcheviks et leurs adversaires dès 1917, comporte plusieurs dimensions<sup>1</sup>. Leur nombre total reste inconnu, mais il n'y en a jamais eu plus de quelques dizaines de milliers en même temps. On a recensé au maximum 100 000 à 150 000 soldats manquant au même moment dans les rangs, ce qui signifie qu'au moins 7,5 millions d'hommes continuaient alors à servir sous les drapeaux, dont 1,5 à 3,5 millions directement impliqués dans les opérations du front<sup>2</sup>. Quant au retour des déserteurs portant la révolution dans les campagnes, cliché pratique pour expliquer la « révolte agraire » paysanne de 1917, il dépend du front sur lequel se situe le soldat : on revient aisément de Riga, plus difficilement de Roumanie. Les soldats du 14<sup>e</sup> régiment de tirailleurs sibériens Galimov, Lazarev et Zaïkine quittent ainsi leur compagnie en novembre 1916 ; ils rendent visite à leur famille, le premier demeure deux mois dans la province de Kazan, les autres vingt-sept jours à Kiev. On n'a contrôlé leurs papiers ni pendant le trajet, ni sur place, et ils ne rentrent que lorsqu'ils décident qu'il est temps, en prenant avec audace des trains directs, parvenant ainsi au front beaucoup plus rapidement que les unités de réserve en cours d'acheminement<sup>3</sup>.

Ces agissements liés au refus de combattre sont ardemment condamnés dans la presse et par les patriotes, et sévèrement jugés par le collectif des combattants : la fuite du front pour des raisons émotionnelles apparaît comme une trahison par rapport au sort commun, et

le fait de rejoindre des bandes qui pillent le pays soumis à la guerre est considéré comme un crime. Forme la plus extrême d'insoumission des soldats, la désertion se révèle rarement définitive et, avant le printemps 1917, n'affecte pas la majorité des unités. En outre, la situation n'est pas univoque. Un rapport secret de l'état-major concernant la semaine du 3 au 10 juillet 1917 recense 694 déserteurs (442 sur le front Nord, 95 sur le front Ouest, 114 sur le front Sud-Ouest, 43 en Roumanie), mais enregistre également 349 retours spontanés (270 sur le front Nord, 79 sur le front Ouest)<sup>4</sup>. Quoique sans doute sous-évaluées, faute d'un recensement strict sur le terrain, ces données mettent en évidence le rôle des distances dans la décision de désertir et de retourner dans les unités.

La vaste majorité des soldats qui prennent leur liberté ne le font que temporairement. Les déserteurs définitifs se métamorphosent en bandits. Ils voyagent gratuitement, volent, font du commerce et aident les autres à éviter les arrestations en les cachant, en les guidant ou en leur fournissant de faux papiers. Une chose est sûre, les soldats sont partout. Les capotes grises font irruption à l'arrière sans prévenir et l'uniforme devient symbole de danger et de pression physique, qu'elle soit le fait de militaires de passage ou des unités de réserve des garnisons, dont le nombre excède parfois celui des habitants de la ville. À Simbirsk, leur nombre atteignait 40 000 le 19 août 1915, soit 40 % du total de la population, dépassant alors le nombre des femmes présentes. Cette présence pesante influe sur le quotidien et le moral des citadins. La garnison de Samara se compose de neuf unités, mais le reste de la province accueille aussi des soldats

(1) Ce point a en particulier été abordé par Allen K. Wildman, *The End of the Russian Imperial Army*, Princeton, Princeton University Press, 1987, et par Joshua Sanborn, *Drafting the Russian Nation : Military Conscription, Total War and Mass Politics, 1905-1925*, De Kalb, Northern Illinois University Press, 2003, p. 173-174.

(2) Grigorij F. Krivošeev, *Rossija i SSSR v vojnah XX veka : poteri vooruženih sil*, Moscou, Olma-Press, 2001, p. 97.

(3) Archives russes d'État d'histoire militaire (RGVIA), f. 2031, op. 2, d. 555, l. 50.

(4) L. S. Gaponenko (éd.), *Revolucionnoe dvizhenie v russkoj armii 27 fevralja-24 oktjabrja 1917 : Sbornik dokumentov*, Moscou, AN SSSR, 1968, p. 135. Les partants et les arrivants sont sans doute des personnes différentes.

de réserve<sup>1</sup> : à Bouzoulouk (deux régiments et une unité de cavalerie), à Novouzensk (un régiment et une direction), à Pokrovsk (un régiment).

Selon l'état-major, 84 086 soldats auraient déserté en mai, dont seulement 11 466 à partir du front (13 %). Cette disproportion est une constante, avant même 1917. Or, au début de l'année, près de 2,3 millions de soldats sont cantonnés dans les garnisons de l'arrière. On y trouve des hommes trop âgés pour être envoyés au front ainsi que les toutes dernières recrues, des officiers « planqués » ou écartés du front au vu de leurs faibles capacités, des combattants évacués le temps de leur convalescence, enfin des « indésirables » ouvriers ou agitateurs punis par la conscription, mais que l'on refuse d'envoyer au front par crainte de la contagion révolutionnaire. Ils suscitent la sympathie mais sont les agents d'une perception négative du conflit. Ils échangent avec les civils leurs impressions sur leur vécu, sur les rumeurs et les nouvelles, dans la rue, dans les cafés et les magasins. Ces soldats se distinguent par les bagarres, les visites aux prostituées, le manque de respect ouvert envers les autorités civiles et les officiers, le commerce de biens de l'intendance, les insultes envers les habitants, les menaces à l'arme blanche, le tir de revolver, le vol et le pillage.

Dans son ouvrage de référence sur la fin de l'armée tsariste, Allen Wildman a avancé que les contingents de vétérans des événements de 1905 (défaite et révolution), très présents au sein des garnisons de l'arrière, avaient instillé un état d'esprit défaitiste, voire révolutionnaire<sup>2</sup>. La révolte de certains régiments,

le 27 février 1917 à Petrograd, constitue un tournant évident de la révolution. L'attitude de ces garnisons, entre attentisme, indifférence et soutien, a largement servi les bolcheviks dans leur prise du pouvoir. Pour autant, les considérer comme des fauteurs de révolution exagère leur rôle réel, en particulier en province. Les régiments alimentent surtout une atmosphère de radicale remise en cause qui se répand par les lettres envoyées du front, leur présence diffuse et parfois non expliquée, plus que par des actions concrètes qu'on pourrait attribuer à une vision paysanne de la révolution en cours.

La guerre a réactivé le phénomène des émeutes rurales, notamment les « révoltes de bonnes femmes » (*babyi bounty*), phénomène traditionnel reconfiguré<sup>3</sup>. Déconnectés les uns des autres, ces épisodes qui se répètent n'expriment pas une conscience politique et ne débouchent pas sur un mouvement politique contestant le pouvoir en place. Parées d'un statut social nouveau sanctionné par une pension étatique, les femmes de soldats (*soldatki*) y jouent un rôle prépondérant. Elles se mobilisent de manière inédite, par la rédaction de milliers de requêtes et de protestations, concentrées dans les petites villes et les chefs-lieux où elles reçoivent les allocations, voire ont dû trouver un emploi. Une forme d'émulation les pousse aussi à reproduire les actions violentes dont elles ont entendu parler. Les *soldatki* réclament justice en se fondant simplement sur l'évidence de leur sacrifice : avoir envoyé leur mari au front. Ces derniers les encouragent-ils directement ou non par leurs plaintes, ou les incitent-ils plutôt à la retenue ? La correspondance échangée regorge de rumeurs trahissant l'état de tension maximale entre classes, que symbolise bien celle reprochant aux « nantis » de dissimuler leurs

(1) Ekaterina Ju. Semenova, *Mirovozzrenie gorodskogo naselenija Povol'žija v gody Pervoj mirovoj vojny (1914-načalo 1918) : social'nyj, èkonomičeskij, poličičeskij aspekty*, Saratov, IRI-RAN, 2012, p. 531-539.

(2) Allen K. Wildman, *The End of the Imperial Army*, t. I : *The Old Army and the Soldiers' Revolt (March-April 1917)*, Princeton, Princeton University Press, 1980, p. 80.

(3) B. Alpern Engel, « Not by Bread Alone... », art. cité.

réerves et de retarder la vente pour spéculer. À partir de la seconde moitié de 1916, ces émeutes prennent un caractère plus politique, véhiculant des insultes contre la famille impériale, en particulier la tsarine « allemande » qui manipulerait son mari (et le tromperait).

À la campagne, les violences les plus limitées, qui se répètent souvent, sont le fait des paysans ou des soldats, en ordre séparé. La plupart des déprédations ou des pillages opérés par les soldats ont lieu dans les petites villes de garnison, entre front et arrière, au contact de campagnes qui perçoivent une menace déformée par les récits qui y parviennent<sup>1</sup>. Les militaires inspirent de toute façon la crainte : le prince Gagarine dénonce ainsi un déserteur isolé, caché près de sa propriété de Tambov, qui vole et terrorise toute la région, notamment dans les trains, sans qu'on puisse l'arrêter<sup>2</sup>. À Kursk, on arrête l'instituteur rural Guliaev, rendu responsable du vandalisme (*houliganstvo*) qui règne dans l'arrondissement Starooskolski. Guliaev aurait revêtu un uniforme d'enseigne pour prendre la tête des coupes de bois, des fauchages de récoltes, et du pillage de la propriété du « citoyen Linke »<sup>3</sup>. Il aurait été secondé par une « équipe de soldats »... ou de paysans en uniforme, déguisés comme d'autres bandes. Dans de rares cas, paysans et soldats se retrouvent : à Orel en mai, le pillage d'une fabrique vinicole par 5 000 soldats tourne à l'orgie ; les paysans des alentours, craignant au départ pour eux-mêmes, finissent par se joindre à la bacchanale<sup>4</sup>. Ce type de violence participe sans doute plus du carnaval dionysiaque que

d'une volonté politique consciente de redistribution des richesses<sup>5</sup>.

Les destructions totales de grands domaines (*razgromy*) se produisent selon un scénario où les soldats apparaissent parfois comme les meneurs des paysans. Dans une propriété située à 8 km à peine de Riazan, le sac dure quatre jours entiers, après que le régisseur a été « sauvagement assassiné » ; « même les enfants y ont participé »<sup>6</sup>. Si le rôle des soldats n'est pas clairement établi dans cette affaire, l'action a été menée comme au combat : formation d'une colonne armée, déploiement sur le terrain, attaque simultanée des défenseurs de tous côtés. Le pillage lui-même, quoique entaché de sang et souillé d'alcool, a obéi à une forme de discipline collective qui a impliqué l'appel aux enfants pour plus d'efficacité. Les témoignages rapportent que la distribution a été plus souvent effectuée après coup au village que sur place, selon les capacités de chacun à saisir (contre les autres) et à emporter (contre sa propre faiblesse). Une fois le démontage achevé, les réserves épuisées, le feu purificateur conclut l'épisode.

Il s'agit là d'un cas exemplaire de guerre paysanne contre les « nids de gentils-hommes » (selon le titre du célèbre roman de Tourgueniev). Ce type de pillage alimente un cliché qui sera placé au cœur du mythe bolchevique de la Révolution, qui minore l'action autonome des paysans : les soldats (bolchevisés) ont été les propagateurs de la révolution au village, les acteurs de l'alliance du front et de l'arrière, les vecteurs de la conscience politique. Mais le véritable apport de la « masse grise » se situe ailleurs, dans leur présence

(1) Voir les nombreux cas évoqués par A. Wildman, *The End of the Russian Imperial Army...*, op. cit. ; Vladimir Brovkin, *Behind The Front Lines of the Civil War : Political Parties and Social Movements in Russia 1918-1922*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 81-112.

(2) *Krest'janskoe dvizhenie*, op. cit., p. 211.

(3) *Ibid.*, p. 262.

(4) *Ibid.*, p. 37.

(5) Orlando Figes et Boris Kolonitsky, *Interpreting the Russian Revolution : The Language and Symbols of 1917*, New Haven, Yale University Press, 1999 ; Eric Lohr, « Patriotic Violence and the State : The Moscow Riots of 1915 », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 4 (3), été 2003, p. 607-626.

(6) *Krest'janskoe dvizhenie*, op. cit., p. 324.

lors des élections de la Constituante en novembre 1917. D'une part, les bolcheviks peuvent compter sur la pression exercée par quelques soldats en armes qui, comme à Kozlov, débarquent pour « vérifier les listes »<sup>1</sup>. Surtout, les soldats constituent le groupe qui se rend le plus volontiers, le plus massivement et le plus tôt aux urnes ; même les blessés et les malades exigent de pouvoir jouir de ce droit inédit. Ils se sentent investis d'un devoir, celui de faire porter la voix de ceux qui en étaient privés, et de ceux qui se sont sacrifiés pour l'ancien régime. Comme ceux qui sont restés à l'arrière, et grâce au décret du 6 mars (19 mars) sur les libertés civiles, les paysans-soldats sont devenus des citoyens à part entière.

### Des paysans en citoyens ?

L'année 1917 se caractérise par une extraordinaire explosion démocratique qui se manifeste par des débats, des élections, des votes, des pétitions, des meetings. Loin de l'arrière, les soldats du front développent leur propre espace politique, à l'imitation de la société civile. La politisation du front se concentre d'abord dans les comités de soldats qui se structurent pendant le mois de mars<sup>2</sup>. La période initiale de formation des comités voit cohabiter les groupes formés spontanément à la nouvelle du changement de régime et les comités dûment élus, où les officiers sont non seulement admis, mais bien représentés. Sous le nom de comités on trouve ainsi soit une institution révolutionnaire sous tutelle directe du soviets, soit au contraire un instrument dont se sert le commandement pour restaurer l'autorité hiérarchique au sein des unités. Au quotidien, les hommes en uniforme apprennent les règles

démocratiques qui modifient leur expérience des débats au sein de la commune paysanne. La liquidation de l'option dictatoriale incarnée par Lavr Kornilov, au début du mois de septembre, favorise le retour en force des comités de soldats et de la politique « d'en bas » à l'armée, sur fond de méfiance définitive envers les officiers et les « bourgeois ». Les meetings se multiplient et l'on y discute de plus en plus de la paix et de la terre : les soldats entendent décider à la place des responsables politiques en qui ils ne croient plus.

Comme au village, les revendications catégorielles ne sont pas envisagées séparément des questions plus vastes. Les soldats représentent une cible privilégiée des agitateurs envoyés par tous les partis comme par le gouvernement. En avril, les congrès de front et d'armée se multiplient : parmi les plus emblématiques, celui du front ouest réunit entre le 7 mars (20 mars) et le 17 avril 1917 (30 avril 1917) à Minsk des représentants de toutes les unités – soit 850 délégués dont 128 (15 %) également envoyés par des soviets locaux. Les débats portent en premier lieu sur la guerre et la terre. Le congrès aboutit à la création d'un organe permanent au niveau du front ouest composé de 6 bolcheviks, 22 mencheviks, 32 socialistes-révolutionnaires et 14 indépendants. La Révolution n'est pas forcément synonyme d'éclatement et de polarisation partisane, même au front. Mais la volonté de pacification ne profite pas à l'autocratie, définitivement condamnée dans l'esprit des combattants. Une enquête menée par le Comité exécutif du comité du 46<sup>e</sup> corps d'armée en juin 1917 auprès de 16 239 soldats montre que 15 769 sont favorables à une république démocratique, 414 à une république bourgeoise et 33 à une monarchie constitutionnelle ; seuls 13 n'émettent pas d'opinion, un taux très bas (0,9 %) <sup>3</sup>.

(1) Lev G. Protasov, *Vserossijskoe Učreditel'noe Sobranie : istorija roždenija i gibeli*, Moscou, Rosspen, 1997, p. 246.

(2) Viktor I. Miller, *Soldatskie komitety russkoj armii v 1917 g.*, Moscou, Nauka, 1974.

(3) Archives d'État de la Fédération russe (GARF), f. 1791, op. 6, d. 220, l. 88.

La politisation des masses était un vieux rêve populiste, puis socialiste. Elle procède à la fois de l'extérieur et de l'intérieur, démontrant que les paysans sont loin d'être aussi « arriérés » (*temnye*) qu'on les présente ou qu'ils le prétendent :

« Les paysans se réunissent en meeting mais ils ne décident rien et ne résolvent aucun problème, parce qu'ils ne savent pas et que personne ne leur a expliqué ce que signifie une république démocratique ou une nation, ce que sont les annexions et les indemnités, et ainsi de suite, et même si quelqu'un se mettait à leur expliquer, ils ne comprendraient toujours pas. Camarades soldats et ouvriers, envoyez ici un journal afin que nous puissions prendre les numéros des journaux et raconter aux gens ce qui se passe à Petrograd<sup>1</sup>. »

Dans cette missive, envoyée aux *Izvestia* par un paysan démobilisé, il est certes question d'ignorance, mais concernant les affaires nationales. L'inscription dans le discours politique national se double d'un localisme assumé pour ce qui a trait à la révolution agraire.

Dans le contexte révolutionnaire, l'expérience de la politique locale facilite l'apprentissage des nouvelles règles politiques. Le mur qui séparait paysannerie et élite urbaine se fissure : les rapports plus ou moins virulents entre les deux parties se multiplient tout au long de l'année. L'intelligentsia rurale, comme en 1905, met en forme les doléances paysannes qui ont cette fois l'aspect non de sollicitations auprès des autorités, mais d'exigences<sup>2</sup>. Les idées émises sont plus variées que celles des ouvriers, elles touchent plus souvent à l'avenir du pays en général et s'inquiètent du sévère châtement à l'encontre des anciens maîtres. Ce souci de revanche les pousse à exprimer une

nette préférence pour la république démocratique (24 %) et, du moins en mars, à appeler à la convocation urgente de la Constituante (17 %). L'essentiel des doléances porte logiquement sur la question agraire, que l'on voit au village, résolue par la saisie des terres d'État et des grands propriétaires (31 %), sans indemnité (15 %), pour la remettre à ceux qui travaillent (18 %).

Les paysans et leurs épouses, sœurs, veuves prennent aussi leur destin en main. Les droits des femmes ont nettement progressé à l'assemblée rurale, ce qui explique leur nombre remarquable dans les comités paysans de certaines régions. Les communautés villageoises se mettent à se réunir, débattre, voter des résolutions et lancent des appels aux autorités afin qu'elles prêtent une meilleure attention à leurs requêtes. Les résolutions du comité exécutif des organisations sociales du district de Ranenbourg (province de Riazan) dévoilent l'étendue des attentes de la paysannerie pauvre<sup>3</sup> : extension maximale de la surfaceensemencée pour parer à la faim de terres, tirage au sort pour l'attribution des lots afin de mettre fin aux situations de rente, allocation de prisonniers de guerre aux seules exploitations ayant un ou plusieurs hommes mobilisés. Le comité se réserve également le droit de répartir la main-d'œuvre et de la mobiliser aux moments cruciaux comme de saisir les semences là où elles sont, c'est-à-dire chez les grands propriétaires. La précision des revendications et la clarté de l'organisation, fondée sur un comité qui sera plus respecté que le *zemstvo* de canton trop longtemps attendu, tranche avec le caractère théorique et abstrait des débats sur la question au sein des partis politiques. Dès les premiers jours de la révolution, la disjonction entre l'élite politique urbaine et

(1) Lettre aux *Izvestia* de Nikifor Tatianenko, province de Poltava, 12 mai 1917, citée par M. Steinberg, *Voices of Revolution, op. cit.*, p. 138.

(2) Marc Ferro, *La Révolution russe de 1917*, Paris, Flammarion, 1967, t. I, p. 186.

(3) *Revolucionnoe dvizhenie v Rossii v aprele*, Moscou, Gosizdat, 1958, p. 691.

la paysannerie saute aux yeux, alors que s'opère la conjonction avec les intérêts ouvriers, indiquée par l'emploi d'un vocabulaire commun.

Conscient de sa fragilité, le gouvernement provisoire lance une campagne inédite par son intensité, sa systématisme et un certain professionnalisme<sup>1</sup>. L'ambition est d'ancrer dans les esprits les principes fondateurs de Février (liberté d'expression et d'association, égalité citoyenne). Il apparaît également urgent de justifier auprès du peuple la poursuite de la guerre, au nom de la défense de la révolution et de la lutte contre l'impérialisme allemand. On institue donc un Comité central de l'éducation sociopolitique, organe du cabinet politique du gouvernement provisoire. Dans la province d'Ivanovo-Voznessensk, en trois mois, les trois conférenciers à plein-temps du Comité organisent 49 conférences, distribuent 15 000 tracts et 750 brochures, impriment 100 affiches<sup>2</sup>.

Cependant, l'agitation politique menée à la campagne depuis les villes a une portée limitée. Ni les instances de l'État qui ont institué le *zemstvo* de canton, ni les révolutionnaires professionnels tentant d'imposer leurs thèmes de campagne ne semblent en mesure d'influer sur les esprits. À la fin du printemps, les agents du Comité se heurtent aux contradictions de l'opinion rurale.

« La population est d'humeur strictement monarchiste, elle dit : "nous n'avons besoin ni du *zemstvo*, ni de l'Assemblée constituante, ni de la République, donnez-nous plutôt un tsar, mais pas un idiot comme l'était Nicolas". Un propagandiste s'étant rendu au village de Ševaldovo pour le compte du parti socialiste-révolutionnaire a été battu à coups de bâton et laissé à demi-mort<sup>3</sup>. »

(1) Peter Holquist, « "Information Is the Alpha and Omega of Our Work": Bolshevik Surveillance in Its Pan-European Context », *The Journal of Modern History*, 69 (3), 1997, p. 415-450.

(2) GARF (SSSR), f. 9505, op. 2, d. 1, l. 50, 50 ob, 51, rapport envoyé de la province d'Ivanovo-Voznessensk, juin 1917.

(3) GARF (SSSR), f. 9505, op. 2, d. 1, l. 52 ob, rapport envoyé de la province d'Ivanovo-Voznessensk, juin 1917.

Peu reconnus et confondus dans un climat d'incompréhension des changements politiques, les partis suscitent la méfiance et le rejet par la population paysanne, rejet qui s'étend au processus électoral même.

Le Parti socialiste-révolutionnaire passerait difficilement pour un parti paysan, tant il n'apparaît pas intéressé en priorité par cette catégorie sociale<sup>4</sup>. Cependant, son programme de socialisation de la terre, connu dans ses grandes lignes par les paysans, suffit à lui assurer une solide réputation. L'entrée en masse de paysans au parti au cours de l'année 1917 surprend aussi la direction, qui peine alors à construire un réseau rural dans l'urgence. En outre, la démocratisation multiplie les tendances contradictoires et empêche le contrôle réel des initiatives locales prises formellement au nom du Parti. Le renouvellement fréquent des militants contredit l'idée reçue d'une fièvre de participation de la population aux comités, malgré les campagnes d'éducation politique qui ont fleuri dès le mois de mars 1917. Fortement influencées par l'idéologie socialiste, sans être partisans, ces campagnes n'ont pas réussi à toucher les masses, moins, contrairement à ce que pensait l'élite politique, à cause du langage employé que du fait du désaccord avec les propositions faites aux paysans. En outre, les adhésions au Parti socialiste-révolutionnaire, souvent collectives, expriment un soutien circonstanciel plutôt qu'une conviction politique<sup>5</sup>.

L'analyse du vote en 1917 démontre qu'il ne signifiait ni identification, ni loyauté à un quelconque parti, pas même au Parti socialiste-révolutionnaire, qui n'avait pas su offrir une alternative au bolchevisme. Mais la stratégie

(4) Martin Hildermeier, *The Russian Socialist-Revolutionary Party Before the First World War*, New York, St Martin Press, 2000.

(5) Sarah Badcock, « "We're the Muzhiks' Party!" Peasant Support for the Socialist Revolutionary Party during 1917 », *Europe-Asia Studies*, 53 (1), 2001, p. 133-149, p. 142.

du Parti socialiste-révolutionnaire lui réussit mieux qu'aux paysans indépendants (leurs listes sont souvent révoquées) ou à l'Union paysanne, fondée par des dirigeants du mouvement coopératif en 1905 et ressuscitée en 1917, qui ne parvient ni à former des listes sur l'ensemble du territoire, ni à emporter l'adhésion populaire. La sélection et la désignation des têtes de liste, hommes issus surtout des classes laborieuses, s'effectuent le plus souvent en vertu d'affiliations locales, et non en fonction de l'engagement partisan. L'implantation locale conditionne le succès électoral : 54 % des élus à l'Assemblée constituante sont des socialistes-révolutionnaires dans la province de Nijni-Novgorod, 81 % à Penza<sup>1</sup>. En dehors des têtes de la liste n° 3, célébrités du Parti, l'essentiel des candidats est d'origine paysanne. Cependant, la confusion entre listes officielles et non officielles, alimentée localement par des scissions, provoque le désenchantement des militants locaux, qui finissent par rejeter les identités partisans et tournent le dos au système démocratique.

Les élections pour l'Assemblée constituante se déroulent librement dans l'ensemble, quoique les pressions directes et l'atmosphère électrique de l'automne 1917 ne garantissent pas une sérénité maximale. Les résultats du vote témoignent en tout cas de l'absence de programme bolchevique d'intervention systématique. La participation électorale, en moyenne de 50-60 %, se situe par endroits à des niveaux très élevés : 86 % dans l'arrondissement de Kozlov, au beau milieu des Terres noires, plus de 90 % dans certains cantons. Les paysans se rendent, parfois après une messe, enthousiastes, exercer leur nouveau droit au chef-lieu. En dépit de l'écrasante victoire des socialistes-révolutionnaires à la campagne, parler de « vote paysan » serait exagéré. Trois

villages voisins de l'arrondissement de Saratov votent ainsi très différemment : en masse pour les socialistes-révolutionnaires à Bolchaïa Idolga (873 sur 995), de façon plus équilibrée à Korsakovka (323 socialistes-révolutionnaires, 127 bolcheviks, 86 vieux-croyants, 82 propriétaires), unanimement pour les bolcheviks à Rybouchka (1 516 sur 1 638)<sup>2</sup>. Il ne faut pas oublier le score honorable des bolcheviks à la campagne, et leur succès sans égal auprès des soldats de l'arrière, en majorité paysans : sur les 1,024 million de votants des 200 garnisons de l'arrière, 55,4 % ont voté pour les bolcheviks<sup>3</sup>.

Ces résultats découlent à la fois d'un travail de propagande de longue haleine et d'un certain légitimisme envers le nouveau pouvoir central, qui a su envoyer immédiatement les signaux adéquats avec les deux décrets sur la Terre et la Paix. Néanmoins, pas plus que les précédents votes, il ne signifie que les paysans ou même certains d'entre eux soutiennent le parti de Lénine. Ils sont nombreux à appeler à la paix entre partis socialistes après novembre, ou à protester contre la clôture de la Constituante en janvier. Le conflit de plus en plus violent entre État et paysannerie au cours de la guerre civile rappelle non seulement les objectifs inconciliables des deux parties, mais l'ampleur du séparatisme local construit en quelques mois de démocratisation, de paysannisation et de violences.

Non seulement les paysans ont participé aux révolutions politiques de l'année 1917 (la fin de la monarchie, la démocratisation), mais ils ont aussi mené, à divers endroits du territoire (villages et villes de garnison, chefs-lieux et front) et avec des intensités variables, leur révolution particulière. L'insatisfaction et la désillusion

(2) Oliver H. Radkey, *Russia Goes to the Polls : The Election to the All-Russian Constituent Assembly, 1917*, Ithaca, Cornell University Press, 1990, p. 68.

(3) L. Protasov, *Vserossijskoe...*, op. cit., p. 248.

(1) *Ibid.*, p. 135.

par rapport aux promesses des dirigeants de la nation et des partis politiques coïncident avec un rejet des influences extérieures et une prise du pouvoir local en matière agraire, agricole et socioéconomique. Le renforcement du sentiment de classe et la tyrannie de la communauté ne signifient toutefois pas un repli sur l'horizon villageois. Le rôle accru des femmes dans les affaires politiques rurales atteste de la libération irréprouvable de la société. Les échanges épistolaires avec le front, les responsables politiques et les journaux, ou les délégations en ville, démontrent un inédit désir de s'engager individuellement et de revendiquer collectivement une conception spécifiquement paysanne de la révolution. Préoccupations socioéconomiques locales et ambitions universelles de transformation sociale, discours résolus et

actes violents censés établir un ordre plus juste scellent l'originalité de la révolution paysanne russe en 1917.

*Alexandre Sumpf, Université de Strasbourg,  
Arts, civilisation et histoire de l'Europe  
(ARCHE), 67084, Strasbourg cedex, France.*

---

**Alexandre Sumpf** est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg et membre junior de l'Institut universitaire de France. Ses travaux portent sur l'histoire sociale et culturelle de l'espace russe dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Il est l'auteur notamment de *Bolcheviks en campagne : paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920* (CNRS éditions, 2010), *De Lénine à Gagarine : une histoire sociale de l'Union soviétique* (Gallimard, 2013), *La Grande Guerre oubliée, Russie 1914-1918* (Perrin, 2014). (asumpf@hotmail.com)